## COUR D'APPEL DE ROUEN TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE ROUEN

Cabinet de Rozenn GERNIER Juge d'instruction

N° Parquet

: 15076000028

N° instruction : JI CABJI3 15000012

## ORDONNANCE DE MISE EN LIBERTE ASSORTIE DU CONTRÔLE JUDICIAIRE (POUR MOTIF MÉDICAL)

Nous, Rozenn GERNIER, juge d'instruction, etant en notre cabinet au Tribunal de Grande Instance de Rouen;
Vu l'information concernant :
né le (Selne-Marillme); de Demeurant chez sa soèur
Ayant pour avocat, Maître NOEL Etienne, avocat au barreau de ROUEN.
Mis en examen du chef :
- D'avoir à ELBEUF le 14 mars 2015, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit volontairement commis des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à huil jours sur au avoir avec ces circonstances que les faits ont été commis en réunion et avec usage d'une arme, en l'espèce en lui portant à plusieurs de multiples coups notamment avec un bâton lui causant 21 jours d'incapacité totale de travail, et ce en état de récidive légale pour avoir été condamné par la Cour d'Appel de ROUEN le 8 septembre 2014 pour des faits assimilés faits prévus par ART.222-12, ART.222-11 C.PENAL. et réprimés par ART.222-12 AL.22, ART.222-44, ART.222-45, ART.222-47 AL.1, ART.132-19-2 C.PENAL. et vu les articles 132-8 à 132-19 du code pénal
Détenu à la Malson d'Arrêt de Rouen.
Vu les articles 137, 138, 147, 147-1, 148, 148-6, 148-7 du code de procédure pénale ; ;
Attendu que M. présente à l'appui de sa demande de mise en liberté un certificat médical établi par le médecin responsable de l'unité sanitaire somatique de la maison d'arrêt de Rouen dont il ressort que la pathologie dermatologique de s'aggrave en maison d'arrêt, la détention provisoire de l'intéressé étant susceptible de lui faire perdre des chances de guérison;
Attendu que M. a été réentendu sur commission rogatoire; que les investigations réalisées (notamment auditions de témoins) devraient nous être prochainement communiquées; que les obligations d'une mesure de contrôle judiclaire auxquelles la personne peut être astreinte se révèlent suffisantes au regard des fonctions définies à l'article 137 du code de procédure pénale;
Qu'il convient dès lors d'ordonner la mise en liberté de et de l'assortir d'une mesure de contrôle judiciaire ;
PAR CES MOTIFS :
ORDONNONS la mise en liberté de s'il n'est détenu pour autre cause, à charge pour lui de satisfaire aux dispositions de l'article 148-3 du code de procédure pénale et de prendre l'engagement de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis et de nous tenir informé de tous ses déplacements.
PLAÇONS sous contrôle judiciaire le soumettons aux obligations sulvantes:
2° Ne pas s'absenter de son domicile entre 21h et 7h du matin,
THE THEORY AND THE THE THEORY AND THE THEORY AND THE THEORY AND THE THEORY AND THE

- 3° Ne pas se rendre en certains lieux : LE HAVRE, ELBEUF
- 6° Répondre aux convocations et se soumettre aux mesures de contrôle portant sur ses activités professionnelles ou sur son assiduité à un enseignement ainsi qu'aux mesures socio-éducatives destinées à favoriser son insertion sociale et à prévenir le renouvellement de l'infraction : ASECJ (à compter de sa libération, M. DIA étant détenu pour autre cause jusqu'au 29 juin 2015)
- 9° S'abstenir d'entrer en relation de quelque façon que ce soit avec:
- 9° Interdiction d'entrer en relation avec la victime de l'infraction

DESIGNONS pour veiller à l'exécution des obligations prévues par la présente ordonnance, chacun en ce qui le concerne: ASECJ, Commissariat de police d'ELBEUF

Rappelons à la personne mise en examen que tout manquement volontaire aux obligations ci-dessus pourrait entraîner à son égard une mesure de placement en détention provisoire.

Fall en notre cabinet, le 15 juin 2015

Le juge d'instruction

Rozenn GERNIER

La présente ordonnance a été notifiée le <u>45.06.45</u>, à <u>M. Dir pre l'interpolitaire</u> du cle d'élablimement.

La présente ordonnance a été notifiée le <u>45.06.45</u>, par télécopie avec récéplssé à Maître <u>NOE L</u>

Copie de la présente ordonnance a été transmise au surveillant en chef de la maison d'arrêt le <u>15.06.45</u>

pout l'élablimement.

Copie de la présente ordonnance a été transmise au surveillant en chef de la maison d'arrêt le <u>15.06.15</u>

pout l'élablimement.

Avis de la présente ordonnance a été transmise à l'organisme chargé de la mesure le <u>15.06.15</u> par tilicapia avec.

Jérapusé

Avis de la présente ordonnance a été donné au procureur de la République le <u>15.06.45</u> per—

Le greffler,